

# RÉFLEXIONS

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS: SOUTIEN DU PNUD À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES PAYS EN CRISE

### INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 est la crise sanitaire mondiale la plus importante de notre ère. Elle entraîne des conséquences sociales, économiques et politiques dévastatrices à travers le monde, et des pertes de vies humaines tragiques. En tant qu'acteur central du système de développement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) joue un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre de la réponse des Nations Unies à cette crise.

Pour soutenir la réponse du PNUD au COVID-19, le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) a entrepris un examen des enseignements tirés de précédentes évaluations du travail du PNUD dans des contextes de crise. L'objectif de cette démarche est de fournir des conseils fondés sur des données probantes aux bureaux pays du PNUD qui traitent les demandes d'aide en matière de préparation, réponse, et relèvement après la crise du COVID-19, avec une attention particulière envers les groupes les plus vulnérables.

Axé sur les interventions en faveur de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, le présent document fait partie d'une série de supports de connaissances du BIE s'articulant autour des principaux domaines de soutien du PNUD aux pays en crise.

### MÉTHODOLOGIE

La méthode utilisée consiste en un examen rapide des données probantes<sup>1</sup> afin d'offrir une synthèse de données évaluatives issues des nombreux rapports d'évaluations publiés sur le [Centre de gestion en ligne des évaluations](#) du PNUD au cours des dix dernières années. Ce document s'appuie largement sur les évaluations de programme de pays ou thématiques du BIE, en raison du niveau d'indépendance et du degré de crédibilité qui les caractérisent. En outre, il a également tenu compte des évaluations décentralisées de haute qualité mandatées par les bureaux de pays. Chaque examen a principalement consisté à identifier les constatations, conclusions et recommandations récurrentes qui fournissent des enseignements pertinents pour le PNUD. L'analyse de ces données probantes a pour but d'offrir des informations pratiques et opportunes pour aider les décideurs du PNUD à gérer efficacement les crises. Cette analyse ne constitue pas une revue complète de la littérature générale et scientifique au sujet des services de soutien en contexte de crise.

## CONTEXTE

Le présent document s'intéresse aux interventions environnementales menées par le PNUD en contexte de crise. Les enseignements qui en ressortent sont tirés de constatations, de conclusions et de recommandations issues d'une vaste sélection d'évaluations des programmes et interventions du PNUD portant sur la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et la gestion des ressources naturelles. Il s'agit de questions cruciales devant être prises en compte en cette période de bouleversement socioéconomique mondial dû aux effets conjugués de la pandémie de COVID-19 et du réchauffement climatique.

La protection et la gestion de l'environnement au service de la santé et des moyens d'existence de la population mondiale requièrent des mesures visant à soutenir la biodiversité et les ressources en eau. À ce titre, le PNUD se prévaut d'une longue expérience de partenariat avec les gouvernements, les organismes régionaux et l'ensemble des parties prenantes autour de la mise en œuvre de projets et programmes couvrant ces questions. Le PNUD est un prestataire de services de protection de l'environnement de premier plan à l'échelle mondiale ; menant des projets en la matière dans 170 pays, il est également un organisme d'exécution fondateur du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Fonds vert pour le climat. Il convient de noter que certains services de protection de l'environnement majeurs ne sont pas mentionnés dans le présent document. Des enseignements tirés des activités du PNUD en matière d'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone, de gestion et d'élimination des polluants organiques persistants, et d'efficacité énergétique seront présentés ultérieurement dans d'autres documents.

## APERÇU DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1

Les projets de nature environnementale bénéficient d'un engagement sans relâche des parties prenantes pour répondre aux attentes, exploiter les connaissances locales, et intégrer les droits et la culture des populations locales.

2

La mobilisation du secteur privé, tout en tenant compte des conflits d'intérêts, favorise la viabilité à long terme des interventions environnementales.

3

L'élaboration de systèmes efficaces de gestion des crises et de relèvement exige une approche intégrée et ciblée du renforcement des capacités et des institutions.

4

Les programmes en faveur de l'environnement et des ressources naturelles adoptant une approche de chaîne de valeur, et intégrant les bienfaits de l'écotourisme, sont susceptibles de produire des résultats plus durables.

5

L'adoption d'approches en matière de genre tenant compte du contexte et le renforcement de la résilience des femmes sont essentiels, en particulier au lendemain de crises.

6

L'exploitation des ressources et capacités nationales et locales est importante pour la réussite des interventions de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique dans les contextes de crise.

7

Le traitement des questions environnementales au niveau mondiale et régionale exige une approche plurinationale et multisectorielle, couplée à une coordination et une gestion de haut niveau.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS

1

Les projets de nature environnementale bénéficient d'un engagement sans relâche des parties prenantes pour répondre aux attentes, exploiter les connaissances locales, et intégrer les droits et la culture des populations locales.

La forte participation des parties prenantes aux interventions du PNUD en matière d'environnement est depuis longtemps mise en avant comme un facteur majeur contribuant à la réussite des interventions, de leur conception à leur finalisation, et ce, en adoptant une approche pertinente des parties prenantes, lesquelles se gardent de formuler des promesses trop ambitieuses quant aux livrables<sup>2</sup>. Les enseignements tirés des évaluations menées au sein de régions ayant subi des crises montrent que l'engagement des parties prenantes peut encore être amélioré. Les connaissances des communautés locales en vue de la lutte contre les effets du changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la gestion des ressources naturelles doivent être intégrées dans les interventions afin de favoriser l'appropriation de ces dernières et de parvenir à des résultats (voir les exemples du **Bangladesh, de la Chine, de la Syrie, de l'Indonésie et du Tchad**)<sup>3</sup>. Les évaluations ont souligné la nécessité de tenir compte des minorités ethniques, ainsi que des droits, de la culture et du savoir des populations autochtones dans la conception et la mise en œuvre des projets environnementaux (**Chine, Guatemala**)<sup>4</sup>. Un appui politique ferme – notamment de la part des hautes instances gouvernementales –, conjugué à la participation du secteur privé et des communautés, s'avère essentiel, en particulier lorsque des réformes stratégiques sont requises (par exemple, en **Iraq, au Mali ou au Guatemala**)<sup>5</sup>. Un engagement effectif des parties prenantes présente de nombreux avantages, entre autres : permettre des approches souples pour mieux répondre aux besoins et aux circonstances liés au contexte national<sup>6</sup>, ou encore faciliter la mise en œuvre, même dans des situations marquées par une instabilité et un écosystème fragile (**Mali**)<sup>7</sup>. D'un point de vue général, de nombreuses évaluations viennent confirmer la nécessité d'une participation solide des parties prenantes pour renforcer l'appropriation nationale et locale ainsi que la viabilité sur le long terme des interventions (**Philippines, Iraq, Burkina Faso, Haïti, Mali, Mozambique, etc.**)<sup>8</sup>.

2

La mobilisation du secteur privé, tout en tenant compte des conflits d'intérêts, favorise la viabilité à long terme des interventions environnementales.

Le secteur privé joue un rôle essentiel en veillant à la viabilité sur le long terme des interventions environnementales (par exemple, cas de la **Chine**, du **Timor-Leste**, du **Guatemala**, projets conjoints du PNUD et du FEM en faveur du grand écosystème marin<sup>9</sup>, etc.). Une évaluation menée au **Guatemala** a mis en avant la participation du secteur privé à un programme d'écotourisme qui augmente les chances de durabilité des mesures instaurées, en ce sens que le secteur privé, moins affecté par les changements politiques, est à même de concrétiser les projets<sup>10</sup>. En **Chine**, un partenariat noué avec des acteurs du secteur privé, y compris ceux tributaires, sur le plan commercial, de l'eau potable, a permis de tirer parti des financements en faveur de la conservation et du développement social nécessaires pour garantir la viabilité du projet ; et ce, dans un contexte mondial où les projets de conservation de la biodiversité font souvent face à des difficultés financières, une fois les financements externes interrompus<sup>11</sup>. Une évaluation réalisée au **Timor-Leste** a souligné l'importance d'améliorer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs du secteur privé tout comme celles des pouvoirs publics pour passer progressivement d'une mise en œuvre externe des projets à leur prise en charge nationale<sup>12</sup>. La participation du secteur privé peut s'accompagner d'effets négatifs liés à des conflits d'intérêts (comme le montre le cas de la **Bosnie-Herzégovine**)<sup>13</sup> qui demandent d'être analysés et traités avec rigueur.

3

L'élaboration de systèmes efficaces de gestion des crises et de relèvement exige une approche intégrée et ciblée du renforcement des capacités et des institutions en tenant compte de la viabilité à long terme de ces compétences acquises.

Le PNUD s'appuie sur une longue expérience dans la mise en œuvre de projets de gestion de l'écosystème et des ressources naturelles au sein de régions exposées aux crises. Ces projets, au centre desquels s'inscrit le renforcement des capacités institutionnelles et individuelles, sont généralement soutenus par de nombreuses activités de sensibilisation et d'éducation (par exemple, **Burkina Faso, Mali, Guatemala, Mozambique, Honduras**, etc.)<sup>14</sup>. Parmi ces projets menés dans des régions sortant de crises figurent notamment i) le renforcement des capacités des institutions nationales et locales chargées de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience (**Burkina Faso, Guatemala, Mozambique**<sup>15</sup>) et ii) la gestion et l'analyse des informations relatives aux phénomènes climatiques – tels que les inondations et les sécheresses (**Mali, Népal, Timor-Leste**)<sup>16</sup>. L'expérience tirée du **Soudan du Sud**<sup>17</sup> a souligné l'importance d'adapter le renforcement des capacités aux capacités existantes. L'expérience montre également que la formation technique ciblée est essentielle dans certains domaines tels que l'évaluation des besoins post-catastrophe<sup>18</sup>, la surveillance et le respect des normes environnementales (**Palestine, Philippines**)<sup>19</sup>, la maintenance des forages (**Soudan du Sud**)<sup>20</sup>, et la gestion des déchets dangereux (**Honduras**)<sup>21</sup>. Cette formation ciblée peut venir compléter le renforcement des capacités techniques en aidant à transposer des travaux scientifiques en politiques tangibles (**Philippines**)<sup>22</sup> et à appuyer les individus et les institutions engagés dans les processus décisionnels (**Mali**)<sup>23</sup>. L'expérience de **Sri Lanka**<sup>24</sup> et du **Burkina Faso**<sup>25</sup> a également montré que le renforcement des capacités ne pouvait se limiter à la formation et à l'assistance techniques, et qu'il convenait de prêter une plus grande attention à l'élaboration de systèmes d'appui et à la consolidation des capacités institutionnelles. Au **Burkina Faso**, le PNUD a aidé au renforcement des capacités du Conseil national de secours d'urgence. Cependant, en l'absence de mécanismes capables d'évaluer le niveau d'adoption des techniques de gestion des catastrophes, il s'est avéré impossible de déterminer la contribution du PNUD à la gestion des catastrophes dans le pays, démontrant ainsi une faible appropriation<sup>26</sup>. La consolidation des capacités individuelles et institutionnelles est considérée comme la condition nécessaire permettant de favoriser la durabilité et résultats des interventions favorisant la viabilité nécessaire aux investissements et résultats à long terme.

**4** Les programmes en faveur de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles adoptant une approche de chaîne de valeur et intégrant les bienfaits de l'écotourisme, tout en tenant compte des inégalités socioéconomiques, sont susceptibles de générer des résultats plus durables.

Les activités consacrées aux moyens d'existence dans les interventions en faveur de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles sont essentielles dans de nombreux contextes, et peuvent contribuer au changement des pratiques et à l'obtention de résultats (par exemple, **Haïti, Afghanistan, Éthiopie**)<sup>27</sup>. Le PNUD a mis en œuvre de nombreux projets dans des régions sortant de crises en y intégrant de façon résolue l'amélioration de l'environnement et des moyens d'existence. Les enseignements tirés du cas **haïtien**<sup>28</sup> ont souligné l'importance de la création d'emplois liés à la gestion des ressources naturelles. Une évaluation menée en **Éthiopie** a montré que la recherche de moyens d'existence de substitution faisait partie intégrante des programmes de conservation visant à esquisser une limitation des pratiques traditionnelles non durables (abattage du bois de chauffage, production de charbon, pacage agissant sur le niveau des bassins, etc.). Il a été observé que lorsque des restrictions sont imposées sur l'utilisation des terres sans pour autant qu'un appui aux moyens d'existence soit disponible, certaines des pratiques ainsi limitées migraient vers des régions adjacentes<sup>29</sup>.

En outre, en **Érythrée**, il est apparu que, dans un cadre précis, toute hausse de la productivité devait s'accompagner d'une amélioration des outils de commercialisation<sup>30</sup> – un point qui s'est vérifié dans d'autres contextes (par exemple, au **Burkina Faso**)<sup>31</sup>. Au **Mozambique**<sup>32</sup>, l'absence de chaînes de valeur appropriées dans les initiatives de développement communautaire compromet leur propension à générer des revenus et à assurer la sécurité alimentaire. Par ailleurs, le PNUD se prévaut d'une certaine expérience pour ce qui est de promouvoir, par l'intermédiaire de projets de conservation de la biodiversité, le développement du tourisme dans le but d'offrir des moyens d'existence de substitution aux communautés locales (**Égypte, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Kenya, Ouganda**, etc.)<sup>33</sup>. En **Ouganda**, le PNUD a soutenu une organisation communautaire, l'Association de Kibale pour le

développement rural et environnemental, afin de développer une entreprise d'écotourisme autour de la zone protégée et de dégager des revenus qui ont permis aux communautés de construire des écoles, de soutenir des universitaires et d'entreprendre d'autres projets<sup>34</sup>. L'évaluation a souligné que la situation géographique et socioéconomique influait sur la mesure dans laquelle les différents groupes bénéficiaient de moyens d'existence de substitution. Les personnes dont la situation économique et le niveau d'éducation sont supérieurs sont souvent mieux armées que les autres pour tirer parti des perspectives économiques. En outre, les membres des communautés qui ont bénéficié du soutien du FEM et d'autres interventions de donateurs ont pu exploiter ce soutien dans leurs entreprises touristiques, tandis que les membres des communautés sans ressources initiales n'ont pas pu profiter de l'afflux touristique<sup>35</sup>. Si le tourisme constitue une source de moyens d'existence de substitution pour les communautés, il nécessite néanmoins une gestion de haut niveau pour assurer la poursuite de l'objectif de conservation de la biodiversité<sup>36</sup>.

Comme observé au **Népal**<sup>37</sup>, toutes les interventions relatives aux moyens d'existence ne s'accompagnent pas nécessairement de bénéfices en matière de conservation de la biodiversité. Il faut également veiller à ne pas surestimer les bénéfices des programmes communautaires relatifs aux moyens d'existence de substitution quant à leur capacité à réduire la pression sur les ressources des écosystèmes<sup>38</sup>. Et pour cause, l'absence de perspectives économiques pour les communautés et groupes dont les activités ont des répercussions négatives sur l'environnement contribue à la perpétuation d'une exploitation illégale des ressources naturelles (**Tchad**)<sup>39</sup>. En ce qui concerne les moyens d'existence, l'expérience du **Niger**<sup>40</sup> a montré que, dans certains cas, le soutien en nature au développement des activités économiques dans le secteur de l'environnement s'avérait plus efficace qu'un soutien financier. Pour assurer la durabilité des interventions relatives aux moyens d'existence, il convient de prêter attention aux attentes générées dans les communautés quant aux bienfaits économiques et environnementaux potentiels.



**L'adoption d'approches en matière de genre tenant compte du contexte et le renforcement de la résilience des femmes face aux impacts négatifs sur les écosystèmes sont essentiels à la réussite des programmes de protection de l'environnement, en particulier au lendemain de crises.**

L'égalité des sexes est une question essentielle dans le domaine de l'environnement, dans la mesure où les femmes sont les plus durement touchées par les phénomènes et catastrophes climatiques. Le PNUD dispose d'une solide expérience du fait de ses projets qui associent environnement et questions de genre, y compris dans les régions touchées par les crises. Une part importante de ce travail vise à améliorer la qualité de vie et les moyens d'existence en renforçant la résilience des femmes face aux impacts négatifs sur les écosystèmes. Le projet du PNUD « Résilience des moyens d'existence : Réduction des risques de catastrophe » mené au **Mozambique**<sup>41</sup> a changé la vie des populations ciblées en renforçant l'autonomie des groupes communautaires, en particulier des femmes, grâce à un engagement actif dans le cadre de diverses interventions : comités de gestion des risques de catastrophes, agriculture, élevage de petit bétail, etc. L'expérience a démontré que la participation des femmes devait être adaptée au contexte. Dans le cadre d'un projet du PNUD conduit en **Afghanistan**<sup>42</sup>, les femmes vivant dans des régions isolées n'ont pas été autorisées à rencontrer le personnel en mission. Le PNUD a donc adapté sa stratégie en formant des femmes afin qu'elles en forment d'autres dans les régions éloignées. Il a été constaté qu'en règle générale, les femmes faisaient davantage preuve de responsabilité que les hommes dans les activités génératrices de revenus. Pour obtenir des résultats, il est essentiel de désigner les femmes comme bénéficiaires directes (**Érythrée, Népal**)<sup>43</sup>. Au **Niger**<sup>44</sup>, les enseignements tirés de l'évaluation<sup>44</sup> ont mis en évidence le rôle prépondérant des femmes dans le processus de prise de décision, et pas uniquement dans la participation aux activités. Au **Guatemala**<sup>45</sup>, la prise en compte effective des considérations relatives au genre dans les interventions aux niveaux local et institutionnel a permis de suivre la mise en œuvre de la politique nationale relative à l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'environnement ainsi que l'élaboration d'une formation prenant en compte lesdites considérations dans la gestion durable des forêts. Grâce à ce travail, un message de première importance a pu être transmis sur le rôle des femmes et des hommes dans la gestion durable des ressources naturelles.

## 6

**L'exploitation des ressources et capacités nationales et locales est importante pour la réussite des interventions de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique dans les contextes de crise.**

Le PNUD a accumulé une vaste expérience en matière de traitement des problèmes environnementaux dans les régions exposées aux crises (par exemple, **Burkina Faso, Bangladesh, Mozambique, Indonésie, Népal, Sri Lanka, Philippines, Somalie, Mali, Niger**)<sup>46</sup>. Le soutien du PNUD aux gouvernements en matière de gestion des risques de catastrophes est axé sur l'appui législatif et politique et l'appui à la planification de la gestion des risques de catastrophes aux échelons national et infranational<sup>47</sup>. Cet appui passe par la mise en place de cadres et de mécanismes opérationnels (par exemple, des systèmes d'alerte rapide et des mécanismes de collecte et de diffusion de données climatiques) dans de nombreux pays, notamment en **Afghanistan**, au **Bangladesh**, au **Burkina Faso**, en **Macédoine du Nord**, au **Niger**, au **Mali**, etc.<sup>48</sup>. Dans les pays où le PNUD a pu tirer parti des ressources techniques disponibles et des capacités locales d'adaptation, un certain nombre de succès ont été enregistrés. En **Macédoine du Nord**<sup>49</sup>, le PNUD a travaillé avec la faculté d'informatique de l'Université de Skopje pour développer une application mobile permettant de présenter aux citoyens des informations en temps réel sur les catastrophes naturelles (inondations et sécheresses). Déployée également au **Kosovo**<sup>50</sup>, cette application est considérée comme une plateforme régionale de gestion des risques. Au **Mali**<sup>51</sup>, en collaboration avec des fabricants locaux, l'Agence nationale de la météorologie a conçu un pluviomètre à faible teneur technologique, tout en formant les agriculteurs locaux à la lecture et à l'enregistrement des données pluviométriques. Ces expériences ont été considérées comme des réussites. Au **Niger**<sup>52</sup>, où l'utilisation du téléphone portable pour collecter les données météorologiques a fait l'objet d'une étude, il a été constaté que l'analphabétisme des agriculteurs qui observaient les pluviomètres était un obstacle et que la faible couverture téléphonique de certaines zones d'intervention du projet constituait une autre contrainte majeure. Au **Burkina Faso**<sup>53</sup>, le manque de coordination des partenaires a conduit à l'échec de la mise en place d'un mécanisme efficace visant à collecter et à diffuser les informations climatiques aux plus vulnérables.

En outre, s'agissant des programmes de développement, la réduction des risques de catastrophe doit faire l'objet d'une approche transversale (**Philippines**)<sup>54</sup>. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en place une coordination plus étroite avec les programmes environnementaux et de réduction de la pauvreté, ainsi que de nouveaux partenariats avec différents organismes gouvernementaux et parties prenantes<sup>55</sup>.

## 7

**Le traitement des questions environnementales au niveau mondiale, régionale et transfrontalière exige une approche plurinationale et multisectorielle, couplée à un niveau élevé de coordination et de gestion.**

Le PNUD a piloté de multiples projets mondiaux, régionaux et transfrontaliers relatifs aux problèmes environnementaux, y compris les projets du FEM sur les eaux internationales. Il est généralement admis (**Bangladesh**)<sup>56</sup> que le PNUD doit jouer un rôle majeur dans la promotion de la coopération régionale sur les programmes environnementaux et de gestion des catastrophes. Les projets environnementaux nécessitent des approches multidisciplinaires/multisectorielles (**Tchad, Mali, Niger, Guatemala**)<sup>57</sup>. La coopération interministérielle doit être intégrée aux politiques multisectorielles (pour consolider la résilience/les moyens d'existence) (**Haïti**)<sup>58</sup>. Les projets régionaux, en particulier les projets relatifs aux ressources en eau transfrontalières ou partagées, présentent des atouts pour les pays en vue de traiter *conjointement* des problèmes communs concernant les rivières/lacs, les grands écosystèmes marins (GEM) et les eaux souterraines (aquifères). Les projets fluviaux ont renforcé les moyens des organismes régionaux en matière de lutte contre la pollution, les inondations et les sécheresses (par exemple, le Danube et l'Amazonie). Dans les GEM, de nombreux pays, parmi lesquels les PEID<sup>59</sup>, luttent contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée afin de réduire la pression sur les ressources naturelles vivantes (citons les projets du PNUD dans les mers d'Asie orientale, PEMSEA [Partenariats en vue de la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est]<sup>60</sup>, et dans la mer des Caraïbes<sup>61</sup>) et d'établir des mécanismes de coordination entre les pays et les

autres acteurs de la région. Le projet PEMSEA a mis en évidence les principaux enseignements tirés de l'exécution, notamment des partenariats inclusifs à plusieurs niveaux, une participation active des parties prenantes soutenue par des mécanismes d'incitation appropriés, un soutien à la gestion fondée sur la science, etc. Les quatre pays (**Égypte, Libye, Soudan et Tchad**) qui dépendent des ressources en eau « cachées » du système aquifère nubien (une nappe phréatique non renouvelable) ont tenté de constituer une « autorité commune » renforcée pour gérer les ressources, mais ils reconnaissent que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour établir un mécanisme de coordination. Le projet nubien du PNUD/FEM<sup>62</sup> a démontré que l'élaboration d'un modèle aquifère représentait un instrument à même de rassembler les pays. C'est ainsi que les pays concernés sont parvenus à un accord sur les données et approches scientifiques qui permettent de minimiser les conflits de gestion entre des territoires se partageant des ressources hydriques.

La gestion des projets régionaux est nécessairement plus complexe<sup>63</sup>. La gestion des projets transfrontaliers doit, quant à elle, bénéficier de ressources financières suffisantes pour assurer une administration et une gestion adéquates<sup>64</sup>. Dans le domaine de l'eau, il faut parfois des décennies pour réussir à mettre en place les structures, politiques et pratiques nécessaires dans le cadre de projets transfrontaliers viables<sup>65</sup>. Les interventions régionales et transfrontalières visant à résoudre des problèmes complexes aident grandement les pays à agir de concert pour réduire les tensions liées à la résolution des problèmes de gestion des écosystèmes et des ressources.

## RÉFÉRENCES

---

<sup>1</sup> L'examen rapide des données probantes est un processus visant à rassembler les informations et les connaissances tirées d'un vaste éventail de sources en vue d'éclairer les débats et les décisions urgentes en matière de politiques sur des questions particulières. À l'instar d'autres évaluations systématiques plus connues, les examens rapides des données probantes synthétisent les conclusions d'études individuelles selon un protocole standard, mais n'analysent pas l'ensemble de la littérature consacrée à un sujet donné : ces examens ne consistent pas en une étude poussée, approfondie ou exhaustive, mais visent à aboutir à un résultat rapide.

<sup>2</sup> [Extension et renforcement du système des aires protégées au Mali \(2018\)](#) ; [Final Evaluation Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in Coastal and Marine Protected Areas \(MPAS\) \(2018\)](#).

<sup>3</sup> [GEF Terminal Evaluation-Coastal and Wetland Biodiversity Management at Cox's Bazar and Hakaluki Haor \(2012\)](#) ; [Final Evaluation for Qinghai Protected Areas Project \(2017\)](#) ; [Terminal Evaluation for Biodiversity Conservation and Protected Area Management Project \(2014\)](#) ; [00068398 Strategic Planning and Action to Climate Resilience \(SPARC\) GEF Terminal Evaluation \(2019\)](#) ; [Conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari \(2016\)](#).

<sup>4</sup> [Final Evaluation for Payment for Watershed Services in the Chishui River Basin \(2019\)](#) ; [Évaluation indépendante des programmes de pays \(EIPP\) du Guatemala \(2018\)](#).

<sup>5</sup> [Terminal Evaluation of Catalysing the Use of Solar Photovoltaic Energy Project \(2020\)](#) ; [Project on Sustainable Management of Forests and Multiple Global Environmental Benefits \(2018\)](#).

<sup>6</sup> [Final evaluation of Institutionalization of Disaster Risk Reduction Processes and Tools in Central America project \(2015\)](#).

<sup>7</sup> « [Renforcement des capacités d'adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali](#) » (2017).

<sup>8</sup> [Project Climate Twin Phoenix - Resilience and Preparedness toward Inclusive Development \(PCTP-RAPID\) Project Terminal Evaluation \(2019\)](#) ; [Terminal Evaluation of Catalysing the Use of Solar Photovoltaic Energy Project \(2020\)](#) ; [EIPP du Burkina Faso \(2019\)](#) ; [Évaluation finale du projet Restauration et Gestion des ressources naturelles transfrontières : Phase I Bassins versants des rivières Massacre et Pedernales \(2014\)](#) ; [Évaluation finale du projet « Appui à l'Amélioration de la Productivité Agricole, Animale, Piscicole pour la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques des Petites Exploitations Agricoles familiales dans le Cercle de Kita » \(2020\)](#) ; [Extension et renforcement des aires protégées du Mali \(2018\)](#) ; [Évaluation finale : « Renforcement des capacités d'adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2016\)](#) ; [Joint Programme on Environmental Mainstreaming and Adaptation to Climate Change in Mozambique – Final Evaluation \(2012\)](#).

<sup>9</sup> [Terminal Evaluation for the Agulhas and Somali Current Large Marine Ecosystem \(LME\) project \(2013\)](#).

- 
- <sup>10</sup> [Terminal Evaluation Report Promoting Ecotourism To Strengthen The Financial Sustainability Of The Guatemalan Protected Areas System \(Sigap\) \(2017\).](#)
- <sup>11</sup> [Final Evaluation for Payment for Watershed Services in the Chishui River Basin \(2019\).](#)
- <sup>12</sup> [EIPP du Timor-Leste \(2018\).](#)
- <sup>13</sup> [Mainstreaming Karst Peatlands Conservation into Key Economic Sectors \(2013\).](#)
- <sup>14</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\) ; EIPP du Mali \(2019\) ; EIPP du Guatemala \(2018\) ; EIPP du Mozambique \(2019\) ; Early Recovery Policy Implementation Project Final Evaluation \(2013\).](#)
- <sup>15</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\) ; EIPP du Mali \(2019\) ; EIPP du Guatemala \(2018\) ; EIPP du Mozambique \(2019\).](#)
- <sup>16</sup> [Évaluation finale : « Renforcement des capacités d'adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2016\) ; Conservation and Sustainable Use of Wetlands in Nepal \(2013\) ; EIPP du Timor-Leste \(2018\).](#)
- <sup>17</sup> [South Sudan Recovery Fund Round 3: UN Joint Stabilization Programmes Outcome Evaluation \(2015\).](#)
- <sup>18</sup> [Post Disaster Needs Assessment \(PDNA\) Roll-Out I Project \(2016\).](#)
- <sup>19</sup> [Strengthening Environment Quality Authority Regulatory Functions \(2014\) ; « Terminal Evaluation of the Highly Migratory Fish Stocks in the West Pacific and East Asian Seas Project » \(2019\).](#)
- <sup>20</sup> [South Sudan Recovery Fund Round 3: UN Joint Stabilization Programmes Outcome Evaluation \(2015\).](#)
- <sup>21</sup> [Terminal Evaluation: Strengthening National Management Capacities and Reducing of Releases of POPS in Honduras \(2015\).](#)
- <sup>22</sup> [Terminal Evaluation West Pacific Oceanic Fisheries Management \(2013\).](#)
- <sup>23</sup> [Évaluation finale : « Renforcement des capacités d'adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2016\).](#)
- <sup>24</sup> [Évaluation des résultats des activités de développement \(ERAD\) de Sri Lanka \(2012\).](#)
- <sup>25</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\).](#)
- <sup>26</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\).](#)
- <sup>27</sup> [Terminal Evaluation of the project: « Establishing Integrated Models for Protected Areas and their Co-management in Afghanistan 2019 » ; Évaluation finale du projet : Restauration et Gestion des Ressources Naturelles Transfrontières : Phase I Bassins Versants des Rivières Massacre et Pedernales \(2014\) ; Terminal Evaluation of Mainstreaming Incentives for Biodiversity Conservation in the Climate Resilient Green Economy Strategy \(CRGE\) of Ethiopia \(2019\).](#)
- <sup>28</sup> [Évaluation finale du Projet : Restauration et Gestion des Ressources Naturelles Transfrontières : Phase I Bassins Versants des Rivières Massacre et Pedernales \(2014\).](#)
- <sup>29</sup> [Terminal Evaluation of Mainstreaming Incentives for Biodiversity Conservation in the Climate Resilient Green Economy Strategy \(CRGE\) of Ethiopia \(2019\).](#)
- <sup>30</sup> [Programme d'adaptation au changement climatique pour l'eau et l'agriculture dans la région d'Anseba \(2019\).](#)
- <sup>31</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\).](#)
- <sup>32</sup> [EIPP du Mozambique \(2019\).](#)
- <sup>33</sup> [ERAD de l'Égypte \(2012\) ; EIPP de la Namibie \(2017\) ; Initiative pour la préservation de la biodiversité du Cap Agulhas \(ABI\) \(Projets n° 14684 et 69904\) \(2010\) ; ERAD de la Tanzanie \(2015\) ; ERAD du Kenya \(2013\).](#)
- <sup>34</sup> [Impact Evaluation of GEF Support to Protected Areas and Protected Area Systems \(PAS\) \(2016\).](#)
- <sup>35</sup> [Impact Evaluation of GEF Support to Protected Areas and Protected Area Systems \(PAS\) \(2016\).](#)
- <sup>36</sup> [Impact Evaluation of GEF Support to Protected Areas and Protected Area Systems \(PAS\) \(2016\).](#)
- <sup>37</sup> [Creating Biodiversity Conservation Landscapes in Nepal's Lowland Terai and Eastern Himal Areas \(2013\).](#)
- <sup>38</sup> [« Arafura and Timor Seas Ecosystem Action Programme » \(2014\).](#)
- <sup>39</sup> [Conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari \(2016\).](#)
- <sup>40</sup> [Évaluation finale du Projet « Scaling up community-based adaptation \(CBA\) in Niger » \(2019\).](#)
- <sup>41</sup> [Final Evaluation of the Project Disaster Risk Resilient Livelihoods Recovery \(2016\).](#)
- <sup>42</sup> [Terminal Evaluation of the Project « Strengthening the resilience of rural livelihood options for Afghan communities » \(2019\).](#)
- <sup>43</sup> [Terminal Outcome Evaluation of the Environmental Sustainability within the UNDP Eritrea \(2013-2016\) Country Programme Action Plan \(2017\) ; Nepal Climate Change Support Programme \(NCCSP\) : Final Evaluation\(2020\).](#)
- <sup>44</sup> [Evaluation of Sustainable Co-management of the Natural Resources of the Air-Ténéré Complex Project \(2013\).](#)
- <sup>45</sup> [« Project on Sustainable Management of Forests and Multiple Global Environmental Benefits » \(2018\).](#)
- <sup>46</sup> [ERAD du Bangladesh \(2011\) ; Terminal Evaluation: Recovery and Resilience in Selected Typhoon Yolanda-affected Communities in the Visayas \(2018\) ; EIPP de la Somalie \(2019\).](#)
- <sup>47</sup> [Assessment of Crisis Prevention and Recovery Funding Mechanisms \(2014\).](#)



- <sup>48</sup> [EIPP de l’Afghanistan \(2019\) ; EIPP du Burkina Faso \(2019\) ; Evaluation of the initiative « Knowledge and Innovation in the Europe and CIS region 2012/2013 » \(2014\) ; Évaluation finale : « Renforcer la capacité d’adaptation et la résilience face aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2016\) ; Programme d’Actions Nationales d’Adaptation aux Changements Climatiques \(PANA\) des secteurs de l’agriculture \(2016\).](#)
- <sup>49</sup> [Evaluation of the initiative « Knowledge and Innovation in the Europe and CIS region 2012/2013 »\(2014\).](#)
- <sup>50</sup> Cité dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- <sup>51</sup> [Évaluation finale : « Renforcement des capacités d’adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2016\).](#)
- <sup>52</sup> [Programme d’Actions Nationales d’Adaptation aux Changements Climatiques \(PANA\) des secteurs de l’agriculture \(2016\).](#)
- <sup>53</sup> [EIPP du Burkina Faso \(2019\).](#)
- <sup>54</sup> [Terminal Evaluation: Recovery and Resilience in Selected Typhoon Yolanda-affected Communities in the Visayas \(2018\).](#)
- <sup>55</sup> [Évaluation de la contribution du PNUD à la prévention des catastrophes et aux efforts de relèvement \(2010\).](#)
- <sup>56</sup> [ERAD du Bangladesh \(2011\).](#)
- <sup>57</sup> [Conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari \(2016\) ; « Renforcement des capacités d’adaptation et de la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole du Mali » \(2017\) ; Évaluation finale du Projet « Scaling Up Community-Based Adaptation \(Cba\) In Niger » \(2019\) ; Productive Landscapes Resilient to Climate Change and Strengthened Socioeconomic Networks in Guatemala \(2018\).](#)
- <sup>58</sup> [Évaluation finale du Projet « Renforcement des capacités adaptatives des communautés côtières d’Haïti aux changements climatiques » \(2017\).](#)
- <sup>59</sup> Petits États insulaires en développement.
- <sup>60</sup> [Performance Evaluation « Building Partnerships in Environmental Management for the Seas of East Asia » \(PEMSEA\) \(2016\).](#)
- <sup>61</sup> [« Gestion durable des ressources marines vivantes partagées du grand écosystème marin des Caraïbes \(CLME\) et des régions adjacentes » \(2013\).](#)
- <sup>62</sup> [Formulation of an Action Programme for the Integrated Management of the Shared Nubian Aquifer \(2012\).](#)
- <sup>63</sup> [Terminal Evaluation for the Agulhas and Somali Current Large Marine Ecosystem \(LME\) project \(2013\).](#)
- <sup>64</sup> [PIMS 2272 IW FSP: Reducing Transboundary Degradation in the Kura-Aras River Basin \(2014\).](#)
- <sup>65</sup> [Reducing Conflicting water uses in the Artibonite River Watershed through the Development and Adoption of a Multi-focal Area Strategic Action Programme \(2016\).](#)

#### **À PROPOS DU BUREAU DE L’ÉVALUATION INDÉPENDANTE**

En produisant des données probantes objectives, le Bureau Indépendant d’Évaluation (BIE) aide le PNUD à accroître sa redevabilité et de tirer de meilleurs enseignements des expériences passées. Le BIE améliore également l’efficacité du PNUD dans le domaine du développement au moyen de ses évaluations par programmes et par thèmes, et contribue à la transparence de l’organisation.

#### **À PROPOS DE LA SÉRIE « RÉFLEXIONS »**

La série « Réflexions » du BIE s’intéresse à des évaluations conduites antérieurement et recense les enseignements tirés des activités du PNUD dans le cadre de ses différents programmes. Elle rassemble les connaissances issues d’évaluations pour fournir des éléments pertinents afin d’améliorer la prise de décision et les résultats en matière de développement. La présente édition met en lumière les enseignements tirés des évaluations des interventions du PNUD dans des contextes de crise.